



HAL
open science

Dix idées reçues sur le G20

Karoline Postel Vinay

► **To cite this version:**

| Karoline Postel Vinay. Dix idées reçues sur le G20. 2011. hal-01069508

HAL Id: hal-01069508

<https://sciencespo.hal.science/hal-01069508>

Preprint submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SciencesPo.

CERI
CNRS

DIX IDEES REÇUES SUR LE G20

Karoline Postel-Vinay

(Directrice de recherche au CERI-Sciences Po)

Vient de publier *Le G20, laboratoire d'un monde émergent* aux Presses de Sciences Po

Il est curieux, mais sans doute pas surprenant, de voir combien beaucoup de propos sur le G20 *a priori* très différents, voire contradictoires – déclarations officielles, critiques altermondialistes, analyses médiatiques – se ressemblent sur certains points. On retrouve dans les discours des uns et des autres les mêmes erreurs factuelles, contresens et préconceptions, qui révèlent la difficulté, notamment des Européens et des Nord-Américains, à mesurer le caractère profondément inédit de ce que représente le G20. Les citoyens – riches ou pauvres, intégrés ou pas dans leurs sociétés respectives – des vieilles puissances sont en un sens les plus mal placés pour comprendre, parce qu'elle bouscule tant leurs habitudes, la gigantesque mutation mondiale en cours, et dont le G20 est davantage le produit que l'acteur. Notre vision du monde et de son organisation, façonnée

par l'héritage de l'après-1945, est en partie désuète : d'où un décalage entre nos représentations, mêmes contradictoires, et la réalité du G20. Pour en prendre la mesure, faisons un bref inventaire des idées reçues au sujet du Groupe des vingt :

1. « *Le G20 rassemble vingt Etats* ».

C'est inexact ; le G20 réunit dix-neuf Etats et un groupement régional d'Etats, l'Union européenne (UE). Ni le G8 ni le G77, ni aucun autre « G » et pratiquement aucune organisation internationale n'a pour membre permanent un groupement régional. Or la question de la présence des régions du monde dans les instances internationales revient aujourd'hui en force dans un contexte de crise de la représentativité à commencer au Conseil de sécurité de l'ONU. Le G20 a pris l'habitude d'inviter des groupes régionaux à ses sommets. Seront présents à Cannes : le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Conseil de coopération des Etats du Golfe (CCG), l'Union africaine (UA).

2. « *Le G20 réunit les vingt pays les plus riches du monde* ».

Egalement inexact. Parmi les nations du G20, certaines ne font pas partie des dix-neuf premières économies du monde – comme l'Argentine (28^e rang mondial) ou l'Afrique du Sud (29^e rang) – tandis que d'autres économies plus importantes – comme l'Espagne (12^e rang) ou les Pays-Bas (16^e rang) – ne sont pas au G20. Et si on définit la richesse sur la base du PNB par habitant, la plupart des membres du groupe ne sont pas parmi les plus prospères du monde. La composition du G20, qui est de fait une cote mal taillée, a été contestée, notamment par les petits pays riches d'Europe du Nord. Il est fort probable qu'elle ne sera pas modifiée mais que son caractère déséquilibré – où l'Europe paraît surreprésentée au détriment d'autres continents – sera modulée par le jeu des prochaines invitations.

3. « *Le G20 existe depuis 2008* ».

La rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf pays du G20 et des présidents de la Commission européenne et du Conseil européen (pour l'Union) a été initiée en 2008. Mais le G20 s'est constitué au niveau des ministres des Finances et des gouverneurs de Banques centrales en 1999 ; et sa toute première version remonte même à 1997. Il s'agissait alors le Groupe du cadre de Manille, constitué dans le sillage de la crise financière asiatique de l'époque où les pays d'Asie orientale se sont vus imposer par le FMI des mesures d'une rigueur qui, rétrospectivement, contraste avec le laxisme dont ont bénéficié les banques et gouvernements occidentaux durant ces quinze dernières années.

4. « *Le G20 est une cellule de crise économique* ».

En 2008, la crise des *subprimes* aux Etats-Unis a transformé le G20 en sommet d'Etats. La crise de la zone euro va peser fortement sur l'agenda du G20 à Cannes. Mais dès 2008, les grands pays émergents membres du groupe – Brésil, Inde, Chine...– ont fait comprendre qu'ils n'avaient pas uniquement vocation à résoudre les crises des pays occidentaux. Leur participation n'a de sens que si l'action du G20 s'inscrit dans une vision à long terme et partagée de croissance durable.

5. « *Le G20 est le nouveau directoire du monde* ».

Le G20 est un collectif extraordinairement hétéroclite, à l'image d'une scène mondiale en pleine recomposition. En dépit de leurs fortes différences économiques et politiques, ses membres sont parvenus à en faire un lieu de concertation pérenne, ce qui est déjà beaucoup. Mais aucun des dix-neuf pays du G20, pas plus que l'UE, n'a intérêt à en faire le seul cadre où s'arbitreraient les affaires internationales. Chacun, au contraire, cultive la diplomatie en réseaux, en multipliant à l'extérieur comme à l'intérieur des instances établies (ONU, FMI...), les alliances et les coalitions, les possibilités d'influence et d'arbitrage.

6. « *Le G20 s'occupe de finance* ».

Certes, mais pas seulement. Vu d'Europe, il peut paraître naturel que le monde entier vive à l'heure d'Athènes. Mais pour les millions d'Indonésiens, Brésiliens, Mexicains, Indiens, Chinois et bien d'autres, représentés par leurs gouvernements au G20, la dette grecque n'est pas nécessairement une préoccupation majeure. Le prix des matières agricoles, l'emploi des jeunes et la protection sociale, qui sont également à l'agenda du sommet du G20, peuvent de fait être des questions plus pertinentes.

7. « *Le G20 a remplacé le G8* ».

Ce n'est pas le cas, et il est vraisemblable que le *statu quo* perdure à moyen terme. Barack Obama qui avait d'abord plaidé en faveur d'un sommet du G8 adossé à celui du G20, quitte à fusionner les deux G, a finalement trouvé fort utile de conserver ce petit groupe composé majoritairement de démocraties (la Russie faisant figure d'anomalie à cet égard comme à d'autres). Comme l'a montré le sommet du G8 à Deauville, sur fond de printemps arabe, certaines questions politiques – dont le nucléaire en Iran ou en Corée du Nord – n'auraient pu être débattues de la même manière, voire être débattues tout court, dans le contexte du G20.

8. « *Le G20 exclut les « 172 » autres pays du monde* ».

On entend généralement par-là que le G20 est en opposition avec l'Assemblée générale des Nations unies. Précisons que celle-ci comprend la majorité des Etats du monde, soit 193 pays, dont 174 (pas 172) ne sont effectivement pas représentés au G20, si l'on inclut ceux que l'UE pourrait après tout représenter. Au-delà de ce point, moins strictement arithmétique qu'il n'en a l'air, se pose la question de savoir si le G20, comme on l'a souvent dit et écrit, usurpe les prérogatives de l'ONU, voire se substitue à lui. Encore une fois, le groupe est loin d'avoir la capacité et/ou l'ambition d'être le nouveau directoire du monde. Aucun de ses membres n'a intérêt à voir disparaître la seule instance de représentation internationale quasi-universelle, certainement pas le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud qui aimeraient tant faire partie de son Conseil de sécurité. Inversement, les autorités de l'ONU ont elles-mêmes plaidé pour le renforcement du G20, en préconisant, bien avant 2008, la transformation de la rencontre ministérielle en sommet d'Etats.

9. « *Le G20 ne représente pas les plus pauvres de la planète* ».

Pour définir la pauvreté à l'échelle globale, faut-il raisonner en termes de « pays » ou d'« individus » pauvres ? Beaucoup de pays, notamment les petits états insulaires (Vanuatu, Tuvalu, Iles Salomon, Cap Vert, Seychelles...) et nombre d'Etats africains sont assez uniformément pauvres et font partie de la catégorie onusienne des Pays les moins avancés (PMA). De fait, aucun des PMA ne siège au G20, sauf ponctuellement en tant qu'invité, comme l'Ethiopie et la Guinée équatoriale cette année. Mais la majorité de la population mondiale vivant sous le seuil de pauvreté, ou d'extrême pauvreté, réside en réalité dans les pays émergents, pour la plupart membres permanents du G20. La Chine et l'Inde à elles seules abritent près d'un milliard et demi d'individus vivant avec moins de 2,5 dollars par jour. Près du quart de la population du Brésil vit sous le seuil de pauvreté. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement de Lula, avec l'appui de l'Argentine, l'autre membre latino-américain du G20, ait favorisé dès 2009 l'introduction de questions sociales dans l'agenda du groupe.

10. « *Le G20 est l'ennemi des Indignés* ».

On annonce d'ores et déjà des milliers de manifestants altermondialistes et anti-G20 à Cannes. Dans la mesure où le sommet réunira des élites gouvernementales qui, de la Chine à l'Argentine en passant par l'Arabie Saoudite, sont favorables à l'économie de marché, il paraît logique qu'il soit, comme les réunions de l'OMC, une cible du mouvement anticapitaliste. Mais cette opposition met en scène une représentation sociopolitique du monde réductrice en regard de la complexité de la scène planétaire. Les Indignés réagissent

à des phénomènes de déclassement et d'écart croissant des revenus bien réels mais qui relèvent d'un vécu collectif propre aux pays développés. Non pas que les inégalités n'existent pas ailleurs – elles sont autrement plus aigües dans les pays émergents – mais au sein des vieilles puissances, la notion de contrat social d'une part et les libertés d'expression pour défendre ce contrat d'autre part, sont davantage ancrées. De fait, la journée de mobilisation internationale du 15 octobre a eu un écho en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Mais des pans entiers de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud ont été absents de ce mouvement alternatif transnational, quand bien même celui-ci ambitionne de les représenter.

Le monde a bien changé depuis 1984, année où les écologistes britanniques inauguraient The Other Economic Summit (l'Autre Sommet économique), fer de lance du mouvement anti-G7 et précurseur de l'altermondialisme. Nous étions à l'époque de la guerre froide et les lignes de partage Est/Ouest et Nord/Sud correspondaient assez nettement à des frontières nationales. Aujourd'hui, hormis quelques cas isolés comme la Corée du Nord, la posture anticapitaliste n'est pas défendue par des Etats mais par des individus qui, dans leur majorité, vivent dans les pays les plus développés. Par ailleurs, si la pauvreté continue d'être plus importante dans l'hémisphère Sud, elle n'y a pas la même uniformité qu'auparavant, et donc plus le même effet structurant sur l'ordre mondial. La Chine, pays à la fois très riche et très pauvre, communiste et sauvagement capitaliste, est emblématique de ce nouveau monde, baroque et paradoxal, si difficile à appréhender pour les Occidentaux. Pour compléter ce défi lancé à notre imagination, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite et la Turquie, les trois membres musulmans du G20, viennent rappeler que le système international à venir devra aussi intégrer de nouveaux paramètres identitaires et religieux.